

Infrastructures, transports et mer

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER,
EN CHARGE DES TECHNOLOGIES VERTES
ET DES NÉGOCIATIONS SUR LE CLIMAT

Régie autonome des transports parisiens

**Décision n° 2010-5126 du 1^{er} février 2010 portant délégation de signature du directeur
du département maîtrise d'ouvrage du transport (MOT) au délégué du directeur**

NOR : DEVT1007680S

(Texte non paru au *Journal officiel*)

Le directeur du département MOT,
Vu le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 relatif à l'organisation des transports de voyageurs dans la région parisienne ;
Vu le décret n° 59-1091 du 23 septembre 1959 portant statut de la RATP ;
Vu le décret n° 89-410 du 20 juin 1989 relatif à l'organisation de la RATP ;
Vu la délégation de pouvoirs consentie le 1^{er} février 2010 (note générale n° 5791) au directeur du département MOT par le président-directeur général de la RATP,

Décide :

Article 1^{er}

De donner délégation à M. Jacques BANCELIN, délégué du directeur, à l'effet de signer, en son nom, les actes suivants pris pour les besoins de l'activité du département MOT :

1.1. Tout acte pris lors de la passation des marchés, bons de commande, conventions et avenants éventuels.

1.2. Marchés ou bons de commande d'un montant inférieur à 750 000 € ainsi que leurs avenants éventuels si le cumul du montant de ces derniers avec celui du marché initial ou du bon de commande initial demeure inférieur à 750 000 €.

1.3. Les autres conventions, ainsi que leurs avenants éventuels.

1.4. Tout acte pris lors de la soumission aux procédures de passation de marchés et de conventions.

1.5. Tout acte nécessaire à l'exécution des marchés, bons de commande et conventions quel qu'en soit le montant, notamment les actes d'acceptation et d'agrément des sous-traitants, les ordres de service, les décisions de réception des prestations, et les décomptes.

1.6. Les actes nécessaires aux opérations de construction, de démolition et d'aménagement foncier, tel que notamment les demandes de permis de construire, de démolition ou de déclaration de travaux.

1.7. Les actes pouvant concourir à l'application de la réglementation, notamment environnementale et de la santé publique, à l'activité du département, et, entre autres, les demandes de déclaration, d'autorisation ou de déclaration de travaux.

Article 2

2.1. Tout acte relatif aux attributions qui lui ont été consenties aux termes du titre 2 (application du droit du travail et gestion des ressources humaines), du titre 3 (sécurité des voyageurs, des agents et des tiers) et du titre 4 (autres dispositions) de sa délégation de pouvoirs du 1^{er} février 2010 susvisée.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jacques BANCELIN, délégué du directeur, de donner délégation à :

M. Henri LUC, responsable de l'unité conduite de projet, ou à
M. Francis DRUGEON, responsable de l'unité sécurité, méthodes et informatique, ou à
M. Pierre GUERIN, responsable de l'unité génie ferroviaire, ou à
M. Christian MASSON, responsable de l'unité agence de développement opérationnel,
à l'effet de signer tous les actes ou documents dont la signature a été déléguée par la présente décision, à l'exclusion des actes visés à l'article 2.1.

Article 4

La présente délégation annule et remplace la délégation référencée « note générale n° 2008-75 du département MOT » en date du 2 juin 2008.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat.

Fait à Paris, le 1^{er} février 2010.

Le directeur du département MOT,
J. MARTRES